ENGAGEMENT DES PAYS POUR LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Campagne de Sensibilisation sur le Financement de l'Education

"L'Education Multiplie les Opportunités : Investissons dans l'Avenir"

Identification du Pays Partenaire

Pays:	Sénégal
Ministère/Institution:	Ministère de l'Éducation nationale (MEN)
Date:	26/01/1016

1.Engagement en terme de Volume des Ressources Publiques Allouées à l'Education		
1.1. Veuillez sélectionner les domaines d'engagement en cliquant sur les cases pertinentes		
☐ Augmenter ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du budget national (Hors services de la dette nationale)	☐ Augmenter ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du PIB	☐ Autre (Veuillez préciser)
1.2. Description du périmètre budgétaire de l'éducation		
Veuillez énumérer tous les ministères et autres institutions compétentes pris en compte dans le calcul des dépenses consacrées à l'Education. ***Ministère de l'Éducation nationale (MEN)*** ***Ministère de l'enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)*** ***Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique (MEFPT)***		
1.3. Dépenses historiques et prévues		

2025	2026	2027	2028	2029	2030

Pourcentage (**31,0%** du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage (**28,1%** du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage (**24,5%** du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage (**22,9%** du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage (**21,2%** du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage **(19,9%** du budget national-Hors services de la dette):
Pourcentage (**6,3%** du PIB)	Pourcentage (**6,1%** du PIB)	Pourcentage (**5,8%** du PIB)	Pourcentage (**5,6%** du PIB)	Pourcentage (**5,4%** du PIB)	Pourcentage (**5,2%** du PIB)
Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)
Valeur monétaire *-Monnaie locale* : *- Montant total des dépenses en Monnaie locale* :	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale* :	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale* :	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale* :	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale* :	Valeur monétaire -- *Montant total des dépenses en Monnaie locale* :

Veuillez indiquer si vous avez des plans pour augmenter les ***dépenses par enfant consacrées à l'éducation :*** ☐*Oui* ☐*Non*

Valeur de base :
- Année :
- Montant par enfant :

Ciblé :
-Année :
-Montant par enfant

-Veuillez indiquer le document ou le cadre stratégique d'où provient la valeur de base et la cible des dépenses par enfant consacrées à l'éducation

1.4. Base de l'engagement pour augmenter ou maintenir le volume des dépenses consacrées à l'éducation

Veuillez indiquer et décrire brièvement des actions en cours ou planifiées visant a augmenter les ressources financières consacrées a l'Education :

☐*Collecter des revenus additionnels (e.g., à travers des réformes sur les politiques de taxation ou l'amélioration des collectes de taxes).*

L'adoption par l'Etat du Sénégal d'un nouveau référentiel de politiques publiques Sénégal 2050 : Agenda national de Transformation. Sa mise en œuvre coïncidera avec l'entrée du Sénégal dans le cercle des pays producteurs de pétrole et de gaz. Au plan macro budgétaire, des réformes systémiques permettront d'accélérer la croissance économique et de consolider les fondamentaux à travers notamment un allégement du fardeau de la dette et une amélioration du taux de croissance. Ces orientations majeures seront accompagnées par une série de taxation sur l'alcool, le tabac, les jeux de hasard, les activités liées au numérique et un élargissement de l'assiette fiscale pour une mobilisation conséquente de ressources pour le financement entre autres du capital humain de qualité et Equité sociale, deuxième axe du référentiel, à hauteur de 35,1% des ressources mobilisées.

Veuillez préciser

☐ *Développer des stratégies de mobilisation de ressources pour le financement durable de l'éducation (e.g., Prélever des taxes spécifiques pour créer un fonds dédié à l'éducation, établir des partenariats public-privés, etc.). Veuillez préciser:*

L'instauration d'une innovation majeure tournée vers la recherche du financement auprès du secteur privé national et dans le marché sous régional et africain. Dans la Lettre de Politique Générale de Développement (LPGD) 2025-2034, la mobilisation de financements innovants est un levier important sur lequel le secteur va s'appuyer pour garantir sa durabilité. A terme, il s'agira de booster le programme d'investissement public, notamment dans l'éducation, la formation et la recherche avec des programmes de résorption des abris provisoires, de construction d'universités et de centres de formation professionnelle.

☐ *Améliorer l'exécution du budget alloué à l'éducation. Veuillez préciser:*

- *L'exécution du budget de l'État se fait à travers les catégories de dépenses (dépenses de personnels : exécution pratiquement à 100% par la direction de la solde du Ministère des Finances et du budget ; pour la catégorie « acquisition de biens et services », le budget alloué est exécuté à presque 100% dans le secteur de même que « les transferts courants ».*
- *La maturation à temps et aboutissant des projets d'investissement ;*
- *Les autorisations d'engagement des crédits d'investissement sécurisées pour une exécution plus aisée des crédits de paiement.*

☐ *Autre. Veuillez préciser*

NB : Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

2.Engagement en termes d'Efficience des Dépenses Publiques Consacrées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'efficience des dépenses publiques consacrées à l'éducation :

☐*Améliorer les Systèmes de Gestion des Finances Publiques pour une meilleure gouvernance, et des mécanismes de redevabilité et de mise en œuvre plus efficaces. - Veuillez préciser*

☐*Améliorer la gestion et les mécanismes de rémunération des enseignants. Veuillez préciser*

☐*Réduire la fragmentation des mécanismes de financement et de mise en œuvre. Veuillez préciser*:

- *De plus en plus les appuis projet tendent à disparaître à la faveur des appuis budgétaires/budgétisés mais également, le secteur de l'éducation prône le financement innovant à travers la gestion des écoles et établissement par les communautés.*
- *la mise en œuvre des appuis budgétisés suivent les procédures de l'État.*

☐*Renforcer les systèmes de suivi et la disponibilité des données éducatives et financières. Veuillez préciser*:

- *Le développement du modèle de simulation sectoriel, le renforcement du SIGE par la digitalisation du processus de collecte des données scolaires et l'interopérabilité des plateformes, la mise en place d'un Comité de Suivi Conjoint des Appuis budgétaires (COSCAB) avec une matrice commune de suivi des indicateurs (instrument de dialogue avec les ministères des finances et de l'économie), l'élaboration de Documents de Programmation Pluriannuels des Dépenses (DPPD) et des Projets annuels de Performance (PAP) pour chaque programme, l'élaboration de rapport annuel de performance et la tenue des revues annuelles avec les différentes familles d'acteurs (CT, PTF et OSC).*
-

☐*Adopter des approches innovantes de budgétisation orientées vers les résultats (e.g. Budgétisation basée sur les résultats); Veuillez préciser*:

Renforcement de l'approche programme suivant le respect de la chaine PPBSE.

☐*Renforcer la prestation des services éducatifs pour améliorer les apprentissages, la rétention et l'achèvement ; Veuillez préciser*:

- *L'engagement du gouvernement à améliorer l'efficience des dépenses en privilégiant les investissements en matière d'infrastructures en vue de l'amélioration de l'environnement scolaire avec une priorisation sur les zones vulnérables,*
- *l'extension de la politique d'alimentation scolaire (plateforme de suivi des cantines scolaires),*

- *l'actualisation de la politique du manuel scolaire et du matériel didactique et l'acquisition régulière de manuels et de matériels didactiques pour tous les niveaux,*
- *les subventions allouées aux Comités de Gestion des Ecoles (CGE) pour développer des stratégies de soutien scolaire en vue de réduire les abandons et les redoublements.*

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

3.Engagement en termes d'Equité dans les Dépenses Publiques Allouées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'équité des dépenses publiques consacrées à l'éducation :

☐ *Renforcer les politiques et mécanismes d'allocations des ressources publiques, notamment par l'adoption de formules de financement fondées sur les besoins des établissements scolaires ou l'allocation des enseignants. Veuillez préciser:*

- *Des orientations sont prises à travers l'élaboration de l'outil de cartographie des vulnérabilités des territoires et des écoles afin d'améliorer les mécanismes d'allocation des ressources, en tenant compte des disparités et des vulnérabilités.*

☐*Assurer le suivi des allocations équitables des ressources publiques. Veuillez préciser:*

- *L'option retenue dans le pacte de partenariat de prioriser l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) comme la modalité la plus alignée aux procédures de financement nationales permet d'assurer un suivi permanent de l'exécution budgétaire.*
- *Les données issues du SIGE, des rapports statistiques et des revues sectorielles et les outils d'allocations des ressources permettent d'assurer une plus grande équité dans l'allocation.*

☐*Adopter des mécanismes de budgétisation en faveur des régions défavorisées, ou des approches basées sur le genre, et l'inclusion. Veuillez préciser:*

- *La validation du document « stratégie genre 2024-2027 » et du plan d'institutionnalisation pointe l'objectif de systématiser la dimension genre dans la planification, la formulation, la budgétisation et le suivi évaluation. Cela inclut la prise en compte de besoins spécifiques des filles, des garçons, des enfants vivant avec un handicap pour favoriser l'accès, le maintien et la réussite.*
- *l'allocation des ressources aux inspections d'Académie (IA) et aux Inspections de l'Education et de la Formation (IEF), tient compte également de la zone en fonction de l'indice défini dans la cartographie des vulnérabilités .*
-

☐*Orienter les ressources vers la réduction des disparités d'accès. Veuillez préciser:*

- *Dans la LPGD, l'ambition de prioriser les dépenses d'investissement afin d'améliorer l'offre éducative mais aussi de la diversifier à travers le programme d'intégration des daara dans le système formel, le développement des modèles alternatifs, le renforcement de l'intégration du numérique et de l'intelligence artificielle dans le secteur de l'éducation et de la formation enfin le renforcement de la cohérence entre les allocations des programmes et les actions prioritaires définies.*

Cette ambition se concrétise par la formulation de nouvelles actions portant sur l'amélioration de l'environnement scolaire et le renforcement de l'équité de l'inclusion sociales et scolaires.

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

4.Approbation des engagements

Veuillez indiquer la liste des institutions qui ont approuvé les engagements de votre pays

☐Bureau du Président ☐ Bureau du Premier Ministre ☒ Ministre des Finances ☒ Ministre de l'Education ☐Autres Ministères ou Départements (Veuillez préciser)